Conseil d'Etat Raad van State
LEGISLATION WETGEVING
20 FEV. 1953
1
Transmis à M. bureau
Overgezonden aan de H. Coordination

ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre de la Défense nationale, le 10 février 1953, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un projet d'arrêté royal "fixant le régime d'indemnisation applicable aux militaires campés d'Afrique et aux personnes y assimilées", a donné en sa séance du 12 février 1953 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 10e Februari 1953 door de Minister van Landsverdediging verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot vaststelling van het vergoedingsstelsel toepasselijk op de in Afrika gekampeerde militairen en er mede gelijkgestelde personen", heeft ter zitting van 12 Februari 1953 het volgend advies gegeven:

I.

L'arrêté du Régent du 10 juillet 1950 portant le statut du personnel campé d'Afrique s'applique aux militaires qui souscrivent un engagement volontaire de servir en Afrique sans bénéficier du statut du cadre permanent. Ces militaires sont dits "militaires campés d'Afrique".

Cet arrêté prévoit, en outre, que des agents du Ministère de la Défense nationale ou des agents d'autres ministères, détachés pour la durée de leur engagement au Ministère de la Défense nationale, peuvent être désignés,à leur demande, pour effectuer temporairement du service à la base métropolitaine d'Afrique, sans bénéficier du statut des membres du cadre permanent.

L'article 1er de cet arrêté dispose que ces civils "sont assimilés pour cette durée aux militaires campés, dans les conditions déterminées par le Ministre de la Défense nationale".

En application de l'arrêté royal du 27 décembre 1951 relatif aux indemnités de séjour allouées aux membres du personnel campé d'Afrique, ces agents civils bénéficient de l'indemnité de subsistance prévue par l'arrêté du Régent du 7 avril 1950 modifié par l'arrêté royal du 14 juillet 1951, à des taux fixés suivant le groupe de traitements auxquels les intéressés sont rattachés.

.../...

Le projet,qui abroge l'arrêté royal du 27 décembre 1951,ne prévoit pas les taux de l'indemnité journalière couvrant les frais divers pour les agents civils assimilés aux militaires campés.

Le Conseil d'Etat est d'avis que la fixation de ces taux est nécessaire lorsque ces civils sont uniquement assimilés aux militaires campés sans être assimilés soit au rang d'officier général, supérieur ou subalterne, soit au rang de sous-officier, caporal ou soldat. Cette assimilation devrait être faite par le Ministre de la Défense nationale.

II.

Comme il entre dans les intentions du Gouvernement de n'accorder le bénéfice de l'article 2, § 2,du projet qu'aux seuls militaires campés ou assimilés qui se déplacent isolément "pour raison de service", le Conseil d'Etat est d'avis qu'il y a lieu d'apporter à cet article la précision nécessaire.

III.

Le projet ne comprend pas de dispositions relatives aux cas des officiers commissionnés à un grade ou à un emploi d'une catégorie supérieure, alors que généralement dans la réglementation des frais de déplacements leur cas est prévu.

.../...

Le Conseil d'Etat attire l'attention du Gouvernement sur ce manque de concordance.

\+

\+ \+

Pour le surplus, le Conseil d'Etat propose diverses modifications de forme dont il a été tenu compte dans le texte proposé ci-après :

ARRETE ROYAL FIXANT LE REGIME D'INDEMNISATION APPLICABLE AUX MILITAIRES CAMPES D'AFRIQUE ET AUX PERSONNES QUI LEUR SONT ASSIMILEES.

BAUDOUIN, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu les articles 67 et 68 de la Constitution;

Vu la loi du 15 juin 1951 sur la milice, le recrutement et les obligations de service, notamment l'article 63, § 4;

.../...

Vu l'arrêté du Régent du 7 avril 1950 fixant le régime d'indemnisation applicable aux militaires, aux civils assimilés aux militaires et aux agents civils du Ministère de la Défense nationale, effectuant des missions temporaires au Congo belge et au Ruanda-Urundi, modifié par l'arrêté royal du 14 juillet 1951;

Vu l'arrêté du Régent du 10 juillet 1950 portant le statut du personnel campé d'Afrique;

Vu l'arrêté royal du 24 avril 1951 portant le statut pécuniaire des membres du cadre permanent de la base métropolitaine d'Afrique, modifié par les arrêtés royaux des 27 décembre 1951 et 12 décembre 1952, notamment l'article 35;

Vu les avis de Notre Premier Ministre, donnés les 27 septembre et 11 décembre 1952;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Défense nationale,

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :

Article 1er.-

Les militaires campés d'Afrique et les personnes qui leur sont assimilées bénéficient du régime d'indemnisation applicable aux militaires effectuant des missions temporaires au Congo belge et au Ruanda-Urundi, à l'exclusion des dispositions relatives à l'indemnité forfaitaire journalière dite de subsistance.

.../...

Article 2.-

Les militaires campés d'Afrique et les personnes qui leur sont assimilées bénéficient depuis le lendemain de leur arrivée dans une base métropolitaine d'Afrique jusqu'à la veille de leur départ de cette base :

1° de la nourriture et du logement à charge de l'Etat; pour chaque journée donnant droit à la nourriture gratuite, l'Etat alloue une indemnité de ménage dont les taux sont fixés périodiquement par le Ministre de la Défense nationale;

2° d'une indemnité journalière couvrant les frais divers dont les taux sont fixés de la manière suivante :

officiers généraux :	100 francs
officiers supérieurs :	80 francs
officiers subalternes :	65 francs
sous-officiers, caporaux et soldats :	45 francs.

Article 3.-

§ 1er. Les militaires campés d'Afrique et les personnes qui leur sont assimilées qui, à l'occasion de déplacements en troupe , séjournent momentanément en dehors des bases métropolitaines d'Afrique, à l'intérieur du territoire du Congo belge ou du Ruanda-Urundi, bénéficient des dispositions de l'article 2.

Toutefois, lorsque la nourriture ne peut leur être fournie à charge de l'Etat, ils

.../...

bénéficient en lieu et place de la nourriture d'une indemnité journalière fixée à 65 francs et de l'indemnité de brousse prévue par le statut pécuniaire des membres du cadre permanent de la base métropolitaine d'Afrique.

§ 2. Lorsqu'ils se déplacent isolément à l'intérieur du territoire du Congo belge et du Ruanda-Urundi pour raison de service, les intéressés bénéficient du régime d'indemnisation applicable aux militaires effectuant des missions temporaires au Congo belge et au Ruanda-Urundi, y compris les dispositions relatives à l'indemnité forfaitaire journalière dite de subsistance.

Article 4.-

Les indemnités prévues à l'article 2, 2°, et à l'article 3, § 1er, sont majorées ou réduites de 5 p.c. par tranche de 10 points de hausse ou de baisse de l'index moyen des prix de détail de la Colonie. La première majoration de 5 p.c. est accordée quand l'index atteint 205 points. La première réduction de 5 p.c. est opérée quand l'index descend en dessous de 195 points.

Article 5.-

Pendant la durée des voyages de Belgique jusqu'à une base métropolitaine et retour, en ce compris les jours de départ et de retour, les militaires campés d'Afrique et les personnes qui leur

.../...

sont assimilées bénéficient de la nourriture et du logement à charge de l'Etat; elles peuvent, en outre, prétendre au remboursement des frais divers réellement exposés.

Lorsque l'Etat n'a pu fournir la nourriture et le logement, les frais réellement exposés sont remboursés sur présentation d'un mémoire justificatif.

Article 6.-

Les miliciens affectés à une unité de la base métropolitaine au Congo pour y accomplir leur terme de service actif bénéficient du régime d'indemnisation fixé par le présent arrêté.

Article 7.-

Sans préjudice de l'application éventuelle de mesures disciplinaires, le Ministre de la Défense nationale a la faculté de refuser les diverses indemnités et le remboursement des frais exposés s'il est constaté que les bénéficiaires abusent des droits qui leur sont reconnus par le présent arrêté.

Article 8.-

L'arrêté royal du 27 décembre 1951 relatif aux indemnités de séjour allouées aux membres du personnel campé d'Afrique, est abrogé.

.../...

Article 9.-

Notre Ministre de la Défense nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à , le

PAR LE ROI :

Le Ministre de la Défense nationale,

Le Ministre des Finances,

I.

Het besluit van de Regent van 10 Juli 1950 houdende het statuut van het gekampeerd personeel in Afrika is toepasselijk op de militairen die een vrijwillige verbintenis ondertekenen om in Afrika te dienen, zonder het statuut van het vast kader te genieten. Die militairen worden "gekampeerde militairen in Afrika" genoemd.

Dat besluit bepaalt verder dat personeelsleden van het Ministerie van Landsverdediging of van andere ministeries, die voor de duur van hun verbintenis bij het Ministerie van Landsverdediging zijn gedetacheerd, op hun verzoek kunnen worden aangewezen om tijdelijk dienst te doen in de basis van het moederland in Afrika, zonder het statuut der leden van het vast kader te genieten.

Luidens artikel 1 van dat besluit worden die burgers "voor die duur onder de door de Minister van Landsverdediging gestelde voorwaarden met de gekampeerde militairen gelijkgesteld ".

Bij toepassing van het koninklijk besluit van 27 December 1951 betreffende de verblijfsvergoedingen toegekend aan de leden van het gekampeerd personeel in Afrika, genieten die burgerlijke personeelsleden de onderhoudsvergoeding bepaald in het besluit van de Regent van 7 April 1950, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 14 Juli 1951, volgens bedragen vastgesteld naar gelang van de weddegroep waartoe de betrokkenen behoren.

Het ontwerp, dat het koninklijk besluit van 27 December 1951 opheft, bepaalt niet de bedragen van de dagelijkse vergoeding tot dekking van allerlei kosten ten opzichte van de burgerlijke personeelsleden die met de gekampeerde militairen zijn gelijkgesteld.

.../...

De Raad van State is van advies dat het nodig is die bedragen vast te stellen wanneer die burgers eenvoudig met de gekampeerde militairen zijn gelijkgesteld, zonder daarbij gelijkgesteld te zijn hetzij met de rang van opperofficier, hoofdofficier of lager officier, hetzij met de graad van onderofficier, korporaal of soldaat. Deze gelijkstelling zou door de Minister van Landsverdediging moeten geschieden.

II.

Daar de Regering artikel 2, § 2, van het ontwerp alleen wil doen slaan op de gekampeerde of gelijkgestelde militairen die afzonderlijk "dienstreizen" maken, adviseert de Raad van State in dat artikel de nodige verduidelijking aan te brengen.

III.

Het ontwerp bevat geen bepalingen betreffende het geval van de officieren die tot een graaf of een betrekking van een hogere categorie zijn aangesteld, hoewel hun geval gewoonlijk in de reglementering inzake reiskosten geregeld is.

De Raad van State vestigt de aandacht van de Regering op dat gemis aan overeenstemming in de teksten.

\+

\+ \+

Voor het overige stelt de Raad van State een aantal vormwijzigingen voor, waarmede in de onderstaande tekst rekening is gehouden.

.../...

KONINKLIJK BESLUIT TOT VASTSTELLING VAN HET VERGOEDINGSTEL-
SEL TOEPASSELIJK OP DE IN AFRIKA GEKAMPEERDE MILITAIREN
EN DE MET HEN GELIJKGESTELDE PERSONEN.

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,
Aan allen, tegenwoordigen en toekomenden, HEIL.

Gelet op de artikelen 67 en 68 van de Grondwet;

Gelet op de dienstplichtwet van 15 Juni 1951, namelijk op artikel 63, § 4;

Gelet op het besluit van de Regent van 7 April 1950 tot vaststelling van het stelsel der vergoedingen toepasselijk op de militairen, op de met militairen gelijkgestelde burgers en op het burgerlijk personeel van het Ministerie van Landsverdediging, die tijdelijk opdrachten in Belgisch-Congo of in Ruanda-Urundi vervullen, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 14 Juli 1951;

Gelet op het besluit van de Regent van 10 Juli 1950 houdende statuut van het gekampeerd personeel in Afrika;

Gelet op het koninklijk besluit van 24 April 1951 houdende geldelijk statuut van de leden van het vast kader van de basis van het moederland in Afrika, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 27 December 1951 en 12 December 1952, namelijk op artikel 35;

.../...

Gelet op de adviezen van Onze Eerste-Minister, gegeven op 27 September en 11 December 1952;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Landsverdediging,

HEBBEN WIJ BESLOTEN EN BESLUITEN WIJ :

Artikel 1.-

De gekampeerde militairen in Afrika en de met hen gelijkgestelde personen genieten het vergoedingstelsel toepasselijk op de militairen, die tijdelijke opdrachten in Belgisch-Congo en in Ruanda-Urundi vervullen, met uitzondering van de bepalingen betreffende de forfaitaire dagelijkse vergoeding, onderhoudsvergoeding genaamd.

Artikel 2.-

De gekampeerde militairen in Afrika en de met hen gelijkgestelde personen genieten vanaf de dag na de aankomst in een basis van het moederland in Afrika tot daags vóór het vertrek uit deze basis:

1° de voeding en de huisvesting ten laste van de Staat; voor iedere dag die recht geeft op kosteloze voeding, verleent de Staat een menagevergoeding waarvan de Minister van Landsverdediging periodiek de bedragen vaststelt;

.../...

2° een dagelijkse vergoeding tot dekking van allerlei kosten waarvan de bedragen als volgt zijn vastgesteld :

opperofficieren :	100 frank
hoofdofficieren :	80 frank
lagere officieren :	65 frank
onderofficieren, korporaals en soldaten :	45 frank.

Artikel 3.-

§ 1. De gekampeerde militairen in Afrika en de met hen gelijkgestelde personen, die ter gelegenheid van verplaatsingen in troep tijdelijk buiten de bases van het moederland in Afrika verblijven op het grondgebied van Belgisch-Congo of Ruanda-Urundi, komen in aanmerking voor het bepaalde in artikel 2.

Evenwel wanneer de voeding hun niet op Staatskosten kan worden verstrekt, krijgen zij in plaats van de voeding een dagelijkse vergoeding van 65 frank en de broussevergoeding, bepaald in het geldelijk statuut van de leden van het vast kader der basis van het moederland in Afrika.

§ 2. Wanneer zij afzonderlijk binnen het grondgebied van Belgisch-Congo en Ruanda-Urundi dienstreizen maken, wordt op hen toegepast het vergoedingsstelsel dat geldt voor de militairen die tijdelijk opdrachten in Belgisch-Congo en in Ruanda-Urundi vervullen, met inbegrip van de bepalingen betreffende de forfaitaire dagelijkse vergoeding, onderhoudsvergoeding genaamd.

.../...

Artikel 4.-

De vergoedingen bedoeld in artikel 2, 2°, en in artikel 3, § 1, worden verhoogd of verminderd met 5 t.h. naarmate het algemeen indexcijfer der kleinhandelsprijzen voor de Kolonie met 10 punten stijgt of daalt. De eerste verhoging met 5 t.h. wordt verleend wanneer het indexcijfer 205 punten bereikt. De eerste vermindering met 5 t.h. wordt toegepast wanneer het indexcijfer onder 195 punten daalt.

Artikel 5.-

Gedurende de heen- en terugreizen van België naar een basis van het moederland, daarin begrepen de dagen van afreis en terugkeer, genieten de gekampeerde militairen in Afrika en de met hen gelijkgestelde personen de voeding en huisvesting ten laste van de Staat; daarenboven kunnen zij aanspraak maken op de terugbetaling van werkelijk gedragen kosten allerlei.

Wanneer de Staat de voeding en de huisvesting niet heeft kunnen verstrekken, worden de werkelijk gedragen kosten terugbetaald tegen overlegging van een staat van verantwoording.

Artikel 6.-

Op de dienstplichtigen, ingedeeld in een eenheid van de basis van het moederland in Congo om er hun werkelijke diensttijd te doen, wordt het in dit besluit bepaalde vergoedingstelsel toegepast.

.../...

Artikel 7.-

Onverminderd de gebeurlijke toepassing van tuchtstraffen staat het de Minister van Landsverdediging vrij de verscheidene vergoedingen en de terugbetaling der gedragen onkosten te weigeren, indien vastgesteld wordt dat de gerechtigden misbruik maken van de rechten die hun bij dit besluit worden toegekend.

Artikel 8.-

Het koninklijk besluit van 27 December 1951 betreffende de verblijfsvergoedingen toegekend aan de leden van het gekampeerd personeel in Afrika wordt opgeheven.

Artikel 9.-

Onze Minister van Landsverdediging is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te ,

VAN 'S KONINGSWEGE :

De Minister van Landsverdediging,

De Minister van Financiën,

La chambre était composée de — De kamer was samengesteld uit

Messieurs : de Heren :	J.SUETENS,	premier président du Conseil d'Etat, eerste-voorzitter van de Raad van State,	président voorzitter
	M.SOMERHAUSEN, G.VAN BUNNEN,	conseillers d'Etat, raadsheren van State,	
	G.PIQUET,	greffier adjoint, adjunct-griffier,	greffier griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M.SUETENS.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H.SUETENS.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(signé) G.PIQUET.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(signé) J.SUETENS.

expédition délivrée à M. le Ministre
uitgifte afgeleverd aan de H. Minister
de la Défense nationale.
van Landsverdediging.

Le 1953.

De 1953.

Le Greffier du Conseil d'Etat,

De Griffier van de Raad van State,

R.DECKMYN.